

# Alger vs Paris : du passif historique à la brouille actuelle

**R**eprenant l'information publiée par un quotidien parisien, quelques journaux algériens signalaient à leur tour que Manuels Valls, Premier ministre français, venait de faire amende honorable en plaçant «sa bonne foi» auprès de son homologue algérien. Or, même si l'entretien téléphonique, à l'origine de ce geste d'apaisement présumé, n'aurait pas eu lieu, il n'en demeure pas moins qu'à Alger, on reste tout à fait disposé à ne pas amplifier la polémique en recourant cette fois à la grosse batterie des récriminations la veille de la commémoration (ou la «célébration», c'est selon...) de la date du 8 Mai 1945. Il est vrai qu'à travers cette inlassable partie de poker menteur entre les deux capitales, les enjeux semblent moins subordonnés à l'interprétation mémorielle qu'à des considérations de politique interne. En effet, pour faire bonne figure auprès de leur opinion, les dirigeants des deux bords exhibent circulairement l'argument de la question coloniale en jouant sur la corde du patriotisme auprès de la clientèle locale. D'ailleurs, le retour cyclique à la «brouille» entre Alger et Paris, n'a-t-il pas fini par s'imposer comme un paramètre dans l'appréciation de ces relations ?

C'est ainsi qu'ici comme là-bas, en France pour ne pas la citer, l'histoire est ponctuellement usitée comme levier de la manœuvre politique à consommation interne. Par la stigmatisation du vis-à-vis, n'a-t-on pas exagéré, chaque fois, le malentendu au point de faire vibrer le sentiment de l'injustice et de l'humiliation des opinions ? Une exacerbation évidemment commanditée

afin d'exonérer les dirigeants de leurs infâmes turpitudes. D'ailleurs, la dernière discorde entre les deux pays ne l'illustre-t-elle pas à la perfection ?

En effet, c'est au moment où tout n'est que bruit et fracas consécutifs à une atmosphère de répudiation politique aussi bien à Alger qu'à Paris, que se multiplient les manœuvres et les prétextes. La goujaterie d'un chef de gouvernement en mission d'affaires à Alger s'amusant à rejouer l'improbable «coup de l'éventail» à l'envers en tweetant l'image d'un Président algérien dans une posture peu avantageuse constitue effectivement un casus belli. Seulement voilà, le régime d'Alger porte à son tour une part de responsabilité dans cette mise en scène peu estimable pour l'Algérie. De plus, il est tellement affaibli qu'il ne pût que recourir aux rodomontades verbales de ses réseaux. C'est-à-dire sans grandes conséquences pour la suite si ce n'est de poursuivre une campagne plaintive en réinterprétant à l'excès ce vieux slogan soulignant comme une fanfaronnade ce que «nous coûte notre fierté patriotique» (sic). Hélas, rien n'est plus faux que ce constat de mauvais tri-bun.

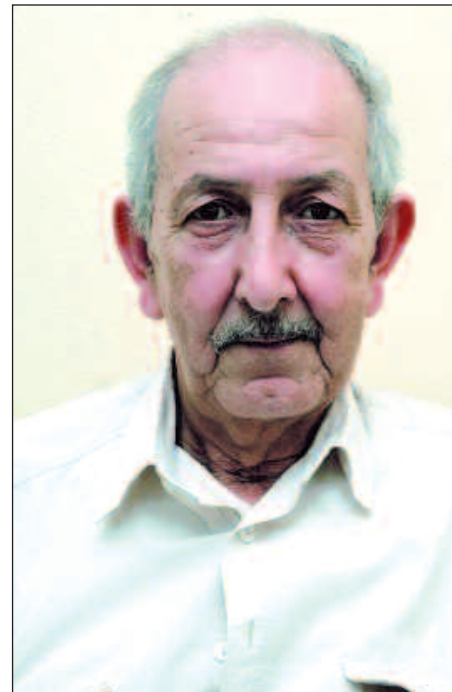
Car, s'il est exact que le fonds de commerce de la France et l'Algérie porte toujours les stigmates d'une histoire tourmentée, elles le doivent avant tout à leurs élites politiques formatées dans la culture de la méfiance réciproque. Ceci est d'autant plus vérifiable que ceux qui dirigent ces deux pays sont actuellement fortement contestés par leurs concitoyens. Et c'est à ce désolant spectacle que s'invitent, une fois de plus, ces «ennemis complémentaires», selon le qualificatif de Germain Tillon.

Le temps passant, plus d'un

demi-siècle après l'indépendance et 71 années après la révolte fondatrice du 8 Mai 1945, l'Algérie est encore coincée dans la case des émotions que les rites officiels exhument selon le calendrier pour ensuite en oublier le sens originel. Il est vrai que, depuis 1962, rares furent les grandes consciences qui désirèrent instruire officiellement le procès de la colonisation. Trop d'imbrications politiques mais également d'intérêts personnels s'opposaient à un pareil débat mettant en accusation morale les vieilles nations impériales. Jusque-là, et dans les strictes limites du cas emblématique de l'émancipation de l'Algérie, n'a-t-on pas mis en avant la «raison d'Etat» et même disserté, sans honte ni crainte, sur les intérêts primordiaux du pouvoir» afin de balayer la moindre velléité allant dans ce sens-là ? Une dissuasion souhaitée par l'ancienne puissance coloniale et chaque fois satisfaite par des régimes indigènes peu scrupuleux vis-à-vis du devoir de vérité. Autant admettre de nos jours que ce sujet a souvent été indexé à la «météo» (la conjoncture, dit-on) de ces relations bilatérales souvent ombrageuses et parfois orageuses.

Dans ce tropisme algéro-français marqué par une dépendance séculaire, le rapport à la mémoire collective a effectivement pris le pas sur une approche sans ressentiment afin de promouvoir une bonne coopération. Or, la faute incombait aux élites politiques. D'abord celles de la France qui ne parvinrent pas à solder «l'esprit de l'empire» quitte à ce que leur pays soit perçu dans la modestie de sa taille et de son rayonnement actuel.

Quant à celles d'ici, elles sont depuis longtemps remarquables par leur illégitimité et leur déficit de confiance auprès de leurs concitoyens. De surcroît, on leur impute



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

des pratiques peu ragoutantes dans l'exercice du pouvoir. En somme, elle se résume à une synthèse d'oligarques en devenir et de kleptocrates en apprentissage !

C'est, par conséquent, dans l'habituel travestissement de l'histoire que ce dimanche 8 mai l'Algérie et la France décrypteront, chacune, son passé à sa manière.

A Alger, il y aura un long texte d'hommage à la première charrette des martyrs de 1945 au moment où à Paris, l'on ranimera la flamme du soldat inconnu avec la fausse bonne conscience de ceux qui ont l'habitude de gagner des guerres qu'ils n'ont pas faites et d'accomplir des crimes qu'ils persistent à nier.

Il est vrai que le 8 Mai n'est jamais une date en partage entre la France et l'Algérie mais un abcès de fixation que ces deux pays n'ont pas su, jusque-là, soigner.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)  
[@hakimlaalam](mailto:@hakimlaalam)



## Partir, c'est mourir un peu, mais revenir, c'est nous tuer tous !

Grève surprise à Air Algérie. Aucune perturbation notable puisque ce débrayage n'a provoqué que des...

... retards de vols !

De plus en plus de voix appellent au départ de ce régime ! Certes, le constat est là. Mais il ne résout rien. Car appeler au départ du régime, c'est bien, mais nous dire où il va aller, une fois parti, c'est encore mieux ! Et très franchement, s'il partait, je ne vois pas vers où ce départ mènerait le régime. D'abord, qui se chargera de vérifier que le régime est bien parti ? Et qui, surtout, accompagnera le régime sur son trajet du départ, jusqu'au seuil, jusqu'à la frontière ultime, laquelle une fois franchie, nous permettra réellement d'affirmer que le régime est bien parti ? Et encore ! Je n'évoque même pas ici la question de la frontière, de l'identification précise et cartographiée de ladite frontière. Eh oui ! Par quelle frontière de l'Algérie le départ du régime sera officiellement enregistré par les gardes-frontières et transmis à Alger comme «Départ Acté» ? Frontière nord ? Frontière sud ? Frontière est ? Ou frontière ouest ? Plus complexi-

fiant encore ! Si le régime part effectivement par la frontière ouest, mais qu'il revient, disons...trois ans après par la même frontière ouest, ou par une autre, que doit-on inscrire sur les registres ? Départ raté ? Faux départ ? Départ bidouillé ? Départ Taiwan ? Et même dans le cas du retour après un faux départ, qu'inscrire, là aussi, sur les cahiers de la 2<sup>e</sup> République ? Afflux de migrants ? Arrivée massive et impromptue de clandestins ? Ou retour à la case départ, sans passer par celle de la prison et en ayant entre-temps acheté la plupart des plus belles maisons des plus belles rues des plus beaux quartiers du Monopoly ? En vérité, il me fallait vous démontrer, comme je viens de le faire, c'est-à-dire avec argument sérieux à l'appui, pas sur le mode de la rigolade et de la légèreté, qu'il ne suffit pas de décréter que ce régime doit partir. Il faut aussi le préparer, ce départ. S'y préparer. Et à voir les frontières et l'état actuel des gardes-frontières, nous n'y sommes pas prêts. C'est tout juste si nous arrivons encore à fumer du thé pour rester éveillés à notre cauchemar qui continue.

H. L.